



## Aéroport Pau Pyrénées

Route de l'Aéroport  
64230 Uzein

marches@pau.cci.fr

05 59 82 51 19

Profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### REGLEMENT DE CONSULTATION

## Convention d'occupation du domaine public de l'Aéroport Pau Pyrénées en vue de l'exploitation d'une activité d'avitaillement des aéronefs

Procédure de sélection préalable à l'occupation du domaine public, réalisée conformément aux articles L.2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Date limite de réception des candidatures et des offres :

**→ Le vendredi 11 juillet 2025 à 17h00 ←**

Date de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) :

**Mercredi 28 mai 2025**

Date limite de dépôt des demandes de renseignements complémentaires :

**Mercredi 25 juin à 16h**

Date limite de réponse aux demandes de renseignements complémentaires,

date limite de modification de détail du dossier de consultation :

**Mercredi 02 juillet à 16h**

## Table des matières

Chapitre 1 – Définitions.....	3
Chapitre 2 – Objet de la Consultation .....	3
Chapitre 3 – Caractéristiques principales de l'AOT .....	4
Chapitre 4 – Composition du Dossier de Consultation .....	4
Chapitre 5 – Visite du site obligatoire .....	6
Chapitre 6 – Conditions de la Consultation.....	6
Article 6.1 – Forme de la Consultation .....	6
Article 6.2 – Décomposition de la Consultation.....	6
Article 6.3 – Demande de renseignements complémentaires.....	6
Article 6.4 - Modifications au Dossier de Consultation.....	6
Article 6.5 – Délai de validité des offres.....	7
Article 6.6 – Abandon de procédure .....	7
Chapitre 7 – Retrait du Dossier de Consultation sur la plateforme de dématérialisation .....	7
Chapitre 8 – Jugement des offres et négociations.....	7
Article 8.1 – Critères de jugement des Offres .....	7
Article 8.2 – Conditions de négociation .....	8
Article 8.3 – Attribution de l'AOT .....	8
Chapitre 9 - Conditions d'envoi ou de remise des offres .....	8
Article 9.1 – Mode de transmission.....	8
Article 9.2 – Délais.....	9
Article 9.3 – Contenu du pli.....	9
Chapitre 10 : Calendrier prévisionnel de la Consultation.....	9
Chapitre 11 : Voies et délais de recours.....	10

## Chapitre 1 – Définitions

**Air'Py** : la société Air'Py, société concessionnaire de l'Aéroport

**Activité** : l'activité d'avitaillement d'aéronefs sur l'Aéroport

**Aéroport** : l'aéroport de Pau Pyrénées

**AOT** : la convention d'occupation temporaire du domaine public

**Cahier des Charges** : le cahier des charges relatif à la présente Consultation

**Candidat (ou Société Candidate)** : la société candidate à la présente Consultation

**CG3P** : le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**Consultation** : la présente consultation relative à la sélection de la société, occupant du domaine public, futur Titulaire en charge de l'activité d'avitaillement des aéronefs, auprès des Usagers, sur l'Aéroport

**Dossier de Consultation** : l'ensemble des documents relatifs à la Consultation, défini au chapitre 4 du RC

**Offre** : l'offre remise par le Candidat (en ce compris le dossier de candidature) à Air'Py dans les conditions définies au RC

**RC** : le règlement de la consultation relatif à la présente Consultation

**Titulaire** : la société titulaire de la convention d'occupation temporaire du domaine public

**Usagers** : les compagnies aériennes ou autres clients du Titulaire

## Chapitre 2 – Objet de la Consultation

La Société d'Exploitation de l'Aéroport de Pau-Pyrénées (« **Air'Py** ») est titulaire d'une convention de délégation de service public (la « **Convention de DSP** ») pour l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de l'aéroport de Pau-Pyrénées (l'« **Aéroport** »), accordée par le Syndicat Mixte de l'Aéroport de Pau-Pyrénées (le « **SMAPP** »), propriétaire de l'Aéroport. La Convention de DSP est entrée en vigueur le 1er janvier 2017 pour une durée de 12 ans, l'échéance étant fixée au 31 décembre 2028.

La présente consultation porte sur le choix d'un occupant du domaine public qui sera autorisé pour une durée de 10 ans, à compter du 15 janvier 2026, à exercer une activité d'avitaillement des aéronefs sur le domaine de l'Aéroport (la « **Consultation** »).

Cette Consultation suit le régime général d'attribution des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public (AOT), tel que défini au Code général de la propriété des personnes publiques (le « **CG3P** »).

## Chapitre 3 – Caractéristiques principales de l'AOT

Air'Py et le Titulaire concluront une AOT non constitutive de droits réels. Le SMAPP sera également partie à l'AOT, la durée de cette dernière dépassant le terme de la Convention de DSP. L'AOT constitue les conditions particulières et sera soumise aux dispositions impératives du Cahier des Clauses et Conditions Générales (CCCG) applicable sur le domaine public aéroportuaire. Le modèle d'AOT (document non définitif) et le CCCG sont joints au dossier de consultation.

L'AOT vaudra autorisation d'activité, pour l'exercice de l'Activité d'avitaillement aux aéronefs sur le domaine public aéroportuaire. Le Titulaire reprendra les installations d'avitaillement existantes sur l'Aéroport et il identifiera les investissements nécessaires à réaliser pendant la durée de l'AOT, étant entendu que les investissements réalisés devront être totalement amortis sur la durée de l'AOT ; aucune indemnité ne sera due au Titulaire de l'AOT au terme de cette dernière.

Le Titulaire sera redevable d'une redevance domaniale, composée d'une partie fixe et d'une partie variable, correspondant à un tarif unitaire HT par m3 pour chaque carburant aéronautique traité. Le Candidat devra proposer dans son Offre ce tarif unitaire.

Par ailleurs, il sera demandé au Titulaire de fournir une garantie financière, selon les conditions prévues à l'article 22 du CCCG.

L'ensemble des droits et des obligations respectifs des Parties sont décrits dans le projet d'AOT annexé.

## Chapitre 4 – Composition du Dossier de Consultation

### Section 1 – Composition du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation contient les pièces suivantes :

- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- Pièce 1 : le Règlement de Consultation (RC) et ses trois annexes
- Pièce 2 : le Cahier des Charges et ses six annexes
- Pièce 3 : projet de convention d'occupation domaniale – ne comportant pas de caractère définitif – et le Cahier des Clauses et Conditions Générales (CCCG) applicable aux conventions d'occupation temporaire du domaine public délivrées sur l'Aéroport (non modifiable).

### Section 2 – Contenu du pli du Candidat

Chaque Candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### 2.1 Un dossier de candidature

##### 2.1.1 Le Guide de rédaction des offres, dûment renseigné (Annexe 1 du RC)

## 2.1.2 Les pièces justifiant de sa capacité technique, juridique, économique, financière et d'assurance

a) Justifier d'une situation financière saine : le Candidat fournira :

- la composition du capital social et le chiffre d'affaires global de la Société Candidate, en précisant également (si différent) le chiffre d'affaires concernant l'activité d'avitaillement des aéronefs, réalisé au cours des trois (3) derniers exercices.
- les extraits des bilans et comptes de résultats pour les trois (3) derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le Candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du Candidat et concernant le domaine d'Activité d'avitaillement d'aéronefs.

b) Justifier d'un extrait KBis de moins de 3 mois (ou équivalent) ou de son inscription au répertoire national des entreprises et de leurs établissements mentionnés à l'[article R. 123-220 du code de commerce](#) (ou équivalent) ;

c) Justifier de l'actionnariat de la Société Candidate ;

d) Fournir une copie de ses attestations de capacités professionnelles et techniques, et notamment :

- certification qualité, manuel et plan d'assurance qualité et/ou toute autre pièce permettant de s'assurer de la qualité de la prestation,
- autres certifications éventuelles.

e) Fournir les références acquises dans le domaine de l'avitaillement d'aéronefs sur les trois dernières années, mais également – plus généralement, toutes autres références ou informations jugées utiles par le Candidat et susceptibles de démontrer son aptitude à être attributaire de l'AOT.

## 2.2 Un dossier d'Offre

Le dossier d'offre sera constitué de cinq mémoires, tels que décrits dans le guide de rédaction des offres :

2.2.1 Le mémoire de synthèse ;

2.2.2 Le mémoire technique ;

2.2.3 Le mémoire exploitation ;

2.2.4 Le mémoire financier ;

2.2.5 Le mémoire juridique.

Les Offres des Candidats seront entièrement rédigées en langue française, et exprimées en EURO.

Lors de l'examen des Offres, si Air'Py constate que des pièces sont manquantes ou incomplètes, elle pourra décider de demander à tous les Candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, dans un délai qui sera précisé dans la demande.

## Chapitre 5 – Visite du site obligatoire

Une visite technique obligatoire du site devra être effectuée sur rendez-vous pris auprès du secrétariat de direction. Elles pourront se faire entre le mardi 10 juin et le mercredi 18 juin.

Pour y assister, 3 personnes maximum par entreprise candidate auront dû faire parvenir quatre (4) jours francs avant la visite au plus tard, à [mj-moura@pau.aeroport.fr](mailto:mj-moura@pau.aeroport.fr) le formulaire de demande de badge accompagné (Annexe 3 du RC « demande TCA accompagné ») rempli sur ordinateur directement dans le formulaire modifiable (sans signature) ainsi que les scans de leurs documents d'identité en cours de validité.

Une attestation à joindre à l'Offre sera remise à l'issue de la visite.

## Chapitre 6 – Conditions de la Consultation

### Article 6.1 – Forme de la Consultation

La présente procédure d'attribution d'Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public est menée par Air'Py conformément aux dispositions du CG3P.

### Article 6.2 – Décomposition de la Consultation

La Consultation n'est pas allotie.

### Article 6.3 – Demande de renseignements complémentaires

Les Candidats pourront demander par écrit des renseignements complémentaires à Air'Py jusqu'au à la date prévue en page de garde, via la rubrique « questions » du profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ils pourront également faire part à Air'Py dans ce délai de toute incohérence ou omission parmi les Documents de la Consultation. Les réponses apportées aux Candidat demandeurs seront également transmises à l'ensemble des autres Candidats, afin de garantir l'égalité de traitement.

### Article 6.4 - Modifications au Dossier de Consultation

Air'Py se réserve, en tant que besoin, le droit d'apporter par écrit, au plus tard à la date prévue en page de garde, des modifications ou clarifications aux Candidats au Dossier de Consultation. Ces modifications ou clarifications seront portées à la connaissance de l'ensemble des Candidats par

courrier électronique généré par le profil acheteur d’Air’Py. Les Candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si la date limite de dépôt des Offres est reportée, un délai au moins équivalent sera respecté entre les modifications de détail apportées au Dossier de Consultation et la date limite de réception des offres.

#### Article 6.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des Offres est limité à 150 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des Offres.

#### Article 6.6 – Abandon de procédure

Air’py se réserve, en tant que besoin, la possibilité de déclarer la Consultation sans suite. Dans ce cas les Candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité ni au remboursement des frais inhérents à la préparation de l’Offre.

### **Chapitre 7 – Retrait du Dossier de Consultation sur la plateforme de dématérialisation**

Le Dossier de Consultation est téléchargeable en se connectant à :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la Consultation, les Candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip ;
- formats d’image largement répandus type JPEG, PNG...
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ; et
- PDF.

Il est fortement recommandé aux Candidats de créer un compte et de s’identifier préalablement sur la plateforme, avant de télécharger le Dossier de Consultation, pour être informés des compléments qui leurs seraient apportés. Les Candidats qui ne s’identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

### **Chapitre 8 – Jugement des offres et négociations**

#### Article 8.1 – Critères de jugement des Offres

Les critères retenus pour le jugement des Offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Niveau de redevance variable proposé	25 %
2 – Qualité et pertinence du plan d’investissement proposé vis-à-vis de l’activité envisagée, des objectifs de valorisation du domaine public et des objectifs de transition énergétique	15 %

3 – La solidité du business plan notamment vis-à-vis de l’objectif d’amortissement des investissements projetés, des niveaux de redevance fixe et de redevance variable proposés.	10 %
4 – Adéquation de la politique commerciale au vu de l’activité envisagée sur le domaine : tarifs appliqués et leurs modalités d’évolution envisagés, pratiques ou organisation permettant de garantir une compétitivité des tarifs, produits et services annexes proposés	20 %
5 – Moyens humains et techniques mis à disposition, engagements de qualité de service, organisation logistique mise en place afin de prévenir toute rupture d’approvisionnement et de répondre aux fluctuations importantes de volume de carburant liées à la saisonnalité du trafic, plan d’entretien des installations	20 %
6 – La gestion environnementale du site et la prévention des risques de toute nature (sûreté, sécurité, autres)	10 %

#### Article 8.2 – Conditions de négociation

Air’Py engagera des négociations avec les Candidats. Si elle décide de limiter le nombre de Candidats admis à participer à la négociation, ce nombre sera au moins de trois, et ceux-ci seront sélectionnés en application des critères de jugement des Offres.

Ces négociations pourront notamment porter sur des aménagements techniques, d’exploitation, financiers et/ou juridiques aux propositions initiales.

Dans ce cadre, les Candidats pourront être invités à remettre des compléments ou modifications à leurs Offres. Les délais et mode de transmission de ces compléments et modifications seront alors indiqués aux Candidats.

Les négociations pourront se tenir par courriel, visioconférence, ou en présentiel à l’Aéroport. Les Candidats en seront informés dans un délai raisonnable. Les négociations orales seront doublées d’un échange écrit par courriel.

Suite aux négociations, Air’Py pourra demander aux Candidats auditionnés de remettre une deuxième Offre, dont la date prévisionnelle est fixée au 15 septembre 2025.

#### Article 8.3 – Attribution de l’AOT

L’attribution prévisionnelle de l’AOT est fixée en octobre 2025. Il sera demandé aux Candidats de fournir leurs certificats sociaux et fiscaux démontrant qu’ils ont bien souscrit à leurs obligations en matière de déclaration et de paiement des cotisations sociales et fiscales. Une attestation d’assurance RC professionnelle sera également exigée avant tout démarrage d’activité.

L’AOT est accordée à titre personnel. Toute cession partielle ou totale de l’autorisation est soumise à accord préalable d’Air’Py dans les conditions prévues dans la convention d’occupation temporaire.

## **Chapitre 9 - Conditions d’envoi ou de remise des offres**

#### Article 9.1 – Mode de transmission

Les plis sont transmis exclusivement de manière électronique, à l’adresse du profil acheteur :



Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb...) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du Candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse postale indiquée en page de garde.

#### Article 9.2 – Délais

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date prévue en page de garde. Tout pli transmis hors délai sera rejeté.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

#### Article 9.3 – Contenu du pli

Le pli devra contenir l'ensemble des éléments demandés. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Si une nouvelle Offre est envoyée par le même Candidat, celle-ci annule et remplace l'Offre précédente.

Lors de l'examen des Offres, si Air'Py constate que des pièces sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les Candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, ce qui pourra être fait dans un délai maximal de 3 jours ouvrés à compter de la date de notification, et dans la limite des pièces manquantes ou incomplètes.

### **Chapitre 10 : Calendrier prévisionnel de la Consultation**

- Mercredi 28 mai 2025 : publication de l'AAPC
- Du mardi 10 juin au mercredi 18 juin : visites individuelles de site
- Mercredi 25 juin à 16h : date limite de dépôt des demandes de renseignements complémentaires
- Mercredi 02 juillet à 16h : date limite de réponse aux demandes de renseignements complémentaires et de modification de détail du dossier de consultation
- Le vendredi 11 juillet 2025 à 17h00 : date et heure limites de réception des candidatures et des Offres
- Semaine du 21 juillet 2025 : audition des Candidats (en visio ou en présentiel)
- Mercredi 15 septembre 2025 : remise des Offres V2
- Octobre 2025 : sélection du Titulaire

- Fin Octobre 2025 : signature de l'AOT
- 15 janvier 2026 : entrée en vigueur de l'AOT

## Chapitre 11 : Voies et délais de recours

Les recours ouverts à l'encontre de la présente procédure et de la future AOT – pouvant être introduits devant le Tribunal compétent situé dans le ressort de l'Aéroport – sont notamment ceux prévus par le code de justice administrative (Livre V, Titre V, parties législatives et réglementaires). En tout état de cause, le tribunal compétent peut être contacté pour obtenir toute information utile sur les recours et leurs délais.